

LE SOCIALISME

Le 4 décembre 2023

Je vous conseille de lire le dernier article de cette causerie, *Qu'est-ce que les libertariens ou le capitalisme libertaire nous préparent, ils pourraient prendre le relais de Macron*. Si je l'ai mis à la fin, c'est parce qu'il est long, mais ô combien révélateur.

Je rappelle qu'il est impossible de réduire indéfiniment les peuples en esclavage, comme nous le rappelle le combat héroïque du peuple palestinien.

Certains commentateurs nous expliquent que le sort du peuple palestinien serait plié puisque Gaza est réduit en cendre, il n'a plus qu'à se réfugier ailleurs... Ils oublient que ce sont des réfugiés ou descendants de réfugiés qui sont habitués à vivre dans des conditions extrêmement précaires pendant des décennies, des bidonvilles ou sous des tentes, donc, quitte à renouer avec ces conditions vaut mieux encore que ce soit dans les décombres de Gaza, chez eux plutôt que dans un pays où ils seraient accueillis à contrecœur et souffriraient des affres de l'immigration forcée.

Le massacre des Palestiniens a repris de plus belle sans qu'aucun gouvernement occidental ne rompe avec les Etats-Unis et Israël.

Les dernières manifestations de soutien aux Palestiniens n'ont même pas mobilisé le dixième ou plutôt le vingtième des militants et sympathisants des organisations qui y avaient appelé.

Il faudrait peut-être expliquer aux travailleurs en France, que s'ils continuaient à supporter l'insupportable, ils pourraient bien un jour en être eux-mêmes les victimes, ce qui s'est déjà produit dans le passé à plusieurs reprises.

-
- La guerre, c'est la paix.
 - La liberté, c'est l'esclavage.
 - L'ignorance, c'est la force.
 - L'antisionisme, c'est l'antisémitisme.
 - Le mouvement de résistance palestinien Hamas, c'est une organisation terroriste.
 - Le génocide du peuple palestinien, c'est de la légitime défense.
-

Vous avez déjà entendu cela quelque part.

- « À force de ne jamais prendre ses responsabilités, on n'accède jamais aux responsabilités »

Cela signifie que celui ou celle qui prétend accéder au pouvoir doit le faire impérativement dans le cadre des institutions de la Ve République, afin de continuer à servir les intérêts du capitalisme.

Réponse : Tous les adversaires de Mélenchon et de LFI au sein de la défunte Nupes, dont la secrétaire nationale d'EELV Marine Tondelier au micro de France Inter. lejdd.fr 04/12/2023

Pourtant Mélenchon ne ferait pas plus de mal au capitalisme que Tsipras en Grèce en 2015, mais ce n'est apparemment suffisant. Il doit se conformer à la lettre au discours dominant, abandonner toute référence au socialisme, même lorsqu'il ne figure plus qu'à l'état de traces insignifiantes au programme du PG ou de LFI.

La soumission à l'ordre totalitaire établi doit être inconditionnelle.

Que voulez-vous, on vit désormais sous un régime despotique et tout le monde doit impérativement s'y conformer, donc toute voix qui s'élève pour un peu discordante fait mauvais effet, son auteur doit se taire, être censuré, disparaître.

Il est permis de penser que si Mélenchon annonçait sa rupture avec le capitalisme, les institutions et Macron, ils le traiteraient de terroriste ! On n'en est pas encore là.

Parfois on ferait bien de s'inspirer de nos ennemis qui sont moins cons que nous apparemment.

J-C – Apprendre pour comprendre, et comprendre pour agir disait Lénine. On a oublié cet enseignement, dorénavant on sait et on agit avant d'apprendre ou en s'en passant, après il ne faut pas s'étonner si le bilan est nul ou catastrophique sur le plan politique.

A quoi bon se répéter quand on a affaire à des gens qui savent tout mieux que tout le monde.

Ce sont toujours les meilleurs qui partent en premier !

Charlie Munger, le partenaire de Warren Buffett vient de décéder : voici ce que vous pouvez apprendre de lui - contrepoin.org 4 décembre 2023

Charlie Munger, partenaire de Warren Buffet et vice-président de longue date de Berkshire Hathaway, est décédé à l'âge de 99 ans. Il aurait eu 100 ans le 1er janvier.

Munger lui-même était incroyablement curieux. Par-dessus tout, il était connu pour être un lecteur particulièrement avide. Ses enfants l'ont un jour décrit comme un « *livre sur pattes* ». Il aurait lu un livre par jour, en particulier des biographies de grandes personnalités, ainsi que des livres d'histoire. Munger s'intéressait à une grande variété de domaines. Il croyait qu'une

formation générale complète était plus utile et plus importante qu'une expertise étroite. Pour lui, l'investissement n'était pas seulement une question de chiffres et de calculs.

Munger était en effet convaincu que « *les gens calculent trop et pensent trop peu* ». Il y a en effet une multitude de facteurs dans chaque décision d'investissement qui ne peuvent pas être quantifiés.

« *Vous savez, ils sont importants, mais vous n'avez pas les chiffres. Eh bien, la plupart des gens surestiment les choses qui peuvent être chiffrées, parce que cela fait écho aux techniques statistiques qu'on leur a enseignées dans le milieu universitaire, et ils ne tiennent pas compte de tous les éléments difficilement inquantifiables qui peuvent être plus importants. C'est une erreur que j'ai essayé toute ma vie d'éviter, et je ne regrette pas de l'avoir fait.* »

En fait, il faut souligner que de nombreux investisseurs très prospères ont bénéficié d'une éducation généraliste. La réflexion est plus importante pour eux que l'application de modèles financiers et mathématiques familiers. Munger a souligné à maintes reprises l'importance cruciale de l'apprentissage tout au long de la vie. Et l'apprentissage, pour Munger, a toujours consisté à être ouvert et à se tenir prêt à corriger les opinions et les attitudes antérieures. Munger avait l'habitude de dire qu'une année au cours de laquelle vous ne changez pas d'avis sur une grande idée qui est importante pour vous était une année perdue.

Une autre leçon de Munger : l'une des erreurs les plus graves est de ne pas accepter la réalité telle qu'elle est, et de supprimer ou de passer sous silence les nouvelles désagréables.

« *Il faut regarder la réalité en face, même quand on ne l'aime pas* », a averti Munger.

Cela peut sembler banal, mais la plupart des gens pensent et agissent différemment.

« *La réalité est trop douloureuse à supporter, alors vous la déformez jusqu'à ce qu'elle soit supportable. C'est ce que nous faisons tous dans une certaine mesure, et c'est une erreur de jugement courante qui cause de terribles problèmes.* » contrepoints.org 4 décembre 2023

Révélation des plans secrets de la CIA pour la déstabilisation de la Syrie par Giuseppe Gagliano - Centre Français de Recherche sur le Renseignement

NOTE D'ACTUALITÉ N°620 / novembre 2023

Les soulèvements spontanés qui ont eu lieu en Syrie étaient officiellement dirigés par une coalition de « *modérés* » – la célèbre Armée syrienne libre/ASL – se révoltant contre le régime brutal de Bachar al-Assad. Mais en réalité, il y avait peu de « *modérés* » en Syrie et il n'y avait pas de soulèvement « *spontané* ». C'était Jabhat al-Nusra, la version syrienne d'Al-Qaïda, qui menait la révolte. Et il s'agissait d'une révolte dirigée de l'étranger, planifiée de nombreuses années auparavant.

Dès 2006, l'ambassadeur américain à Damas, William Roebuck, avait rapporté à Washington les faiblesses de Bachar al-Assad, qu'il présentait comme des « *éléments de vulnérabilité* » à exploiter pour déstabiliser le pays avec la collaboration de l'Arabie saoudite : le programme

de changement de régime lancé en 2005 incluait un financement de 12 millions de dollars du département d'État à l'opposition syrienne via un programme connu sous le nom de Middle East Partnership Initiative (MEPI).

Commencé sous l'administration Bush, le plan s'est poursuivi sous Obama, démontrant que la politique étrangère des États-Unis ne change pas lors des alternances politiques, que les équipes au pouvoir soient démocrates ou républicaines.

Mais le plan de déstabilisation de la Syrie était également la reproduction d'un ancien plan de 1957, décidé par le président américain Dwight Eisenhower et le Premier ministre britannique Harold Macmillan, qui avaient lancé le premier programme coordonné (CIA/MI6) visant à mettre en scène des incidents sous « faux drapeau » dans le pays pour justifier une intervention.

Ce plan de déstabilisation a été révélé en septembre 2003 lors de l'exploitation des documents privés de Lord Duncan Sandys, le secrétaire à la Défense du gouvernement Macmillan, grâce au travail de Matthew Jones, un chercheur en histoire internationale à la Royal Holloway University de Londres. Concrètement, il s'agissait d'assassiner des politiciens syriens et d'inciter à des troubles internes en activant la confrérie des Frères musulmans, qui était déjà très puissante à cette époque. C'était donc bien une opération sous « *faux drapeau* », car en réalité, les actions étaient menées par la CIA et le MI6.

<https://cf2r.org/wp-content/uploads/2023/11/620-Syrie-Gagliano.pdf>

J-C – Ce qui se passe actuellement en Palestine occupée pourrait en être une copie.

Les enjeux cachés de la guerre contre Gaza par Richard Medhurst (almayadeen.net 25 novembre 2023) - Mondialisation.ca, 03 décembre 2023

J-C - Pour ceux qui n'ont pas lu l'article déjà en ligne dans le portail.

Le champ gazier Leviathan

Une étude géologique menée en 2010 a permis de découvrir un monstrueux champ gazier au Moyen-Orient : le Léviathan, situé dans le bassin du Levant, au large de la Palestine, du Liban et de la Syrie.

En fin de compte, la Syrie n'a pas autorisé les entreprises occidentales à extraire son gaz, et l'ambitieux oléoduc du Qatar, qui devait passer par la Syrie, ne s'est jamais concrétisé. Par coïncidence, la guerre a éclaté peu après en Syrie, le Qatar et Israël étant deux des nombreux camps qui financent des groupes terroristes pour tenter de renverser Damas.

Aujourd'hui, les États-Unis, qui ont également œuvré pour nuire à la Syrie, contrôlent tous les champs pétroliers syriens, et Israël a bombardé à plusieurs reprises le port le plus important de la Syrie, Lattaquié. Tout cela dans le but de couper les revenus pétroliers et de paralyser l'activité maritime, y compris la prospection gazière.

Israël met les ports rivaux hors service

Un autre port important de la côte levantine est le port de Beyrouth, qui a mystérieusement explosé en 2020. En 2022, Israël a débarqué avec un énorme navire pour tenter d'extraire du gaz des champs gaziers de Karish, au Liban, ravivant ainsi le conflit sur les frontières maritimes avec le Liban. Ce n'est qu'après que le Hezbollah a menacé de faire feu sur les navires qu'Israël a fait marche arrière et a demandé aux États-Unis de régler la question en son nom.

Gaza, une enclave côtière qui possède également ses propres gisements de gaz inexplorés, est soumise à un blocus naval israélien et égyptien depuis 2007. Les conséquences du blocus et les nombreuses offensives lancées par Israël contre Gaza font que les Palestiniens ne peuvent même pas pêcher correctement, et encore moins extraire du gaz.

Ainsi, avec tous les ports libanais, syriens et palestiniens hors service, le seul port opérationnel de la côte est celui de Haïfa, contrôlé par Israël.

De ce fait, Israël est le seul à pouvoir extraire du gaz et mettre en place un corridor économique. En d'autres termes, Israël et les États-Unis ont tué tous les concurrents (Iran, Russie, Syrie, Liban, Palestine), ont volé leurs marchandises et se sont accaparé le marché.

Or, alors qu'Israël bombardait Gaza, le 29 octobre, il a accordé 12 licences à des mandatées pour commencer l'extraction de gaz dans le bassin du Léviathan, en mer Méditerranée.

Pas de stabilité dans la région sans résolution de la question palestinienne

À l'approche de l'hiver, Israël a désespérément besoin de tenir sa promesse de gaz à l'Europe. Et les États-Unis sont de plus en plus désespérés à mesure que les BRICS et l'initiative chinoise "*Belt and Road*" gagnent en popularité. Cependant, il ne peut y avoir de stabilité dans la région sans résolution de la question palestinienne.

Lorsque Netanyahu a annoncé son plan à l'ONU, les Israéliens ont pensé qu'il s'agissait d'une affaire réglée en obtenant de l'Arabie saoudite qu'elle normalise ses relations et, par conséquent, en faisant taire la question palestinienne une fois pour toutes. Mais ce n'est pas fini, et les Palestiniens ne vont nulle part.

Cela explique pourquoi Israël massacre les Palestiniens de manière aussi acharnée et obsessionnelle. Israël a déjà occupé et attaqué Gaza à de nombreuses reprises, mais le niveau de violence actuel dépasse tout ce que nous avons jamais vu. Israël essaie de tuer autant de Palestiniens que possible à Gaza et d'effrayer les autres afin qu'ils abandonnent leurs maisons et fuient vers Égypte. Un document récemment divulgué par le ministère israélien du renseignement confirme qu'Israël essaie de nettoyer ethniquement Gaza en poussant les Palestiniens dans le désert du Sinaï. Les États-Unis ont même proposé d'effacer la dette nationale de l'Égypte en échange de l'autorisation donnée aux Palestiniens de vivre dans des tentes de fortune dans le désert – proposition insultante et scandaleuse.

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2023/raisons_cachees_guerre_contre_Gaza_1.pdf

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le porte-parole du ministère, Ashraf Al-Qudra, a déclaré lors d'une conférence de presse que *"le bilan de l'agression israélienne contre la Bande de Gaza a atteint 15 523 morts palestiniens"*, depuis le 7 octobre dernier.

Al-Qudra a ajouté que le nombre total des blessés au cours de la même période s'est élevé à 41 316 citoyens. aa.com.tr 03.12.2023

La branche armée du Hamas a déclaré dimanche, avoir touché une cible où 60 soldats israéliens étaient positionnés, dans le centre de la bande de Gaza.

"Aujourd'hui à l'aube, nos membres ont placé trois explosifs de manière circulaire et les ont fait exploser à 4H30 dans une zone de positionnement de 60 soldats israéliens, dans des tentes, à l'est de la région de Juhor ad-Dik, au centre de la bande de Gaza", ont indiqué les Brigades Al Qassam, dans un communiqué.

Le communiqué indique qu'ils ont également ciblé les soldats israéliens qui ont survécu aux explosions. aa.com.tr 03.12.2023

UNICEF : Le sud de la Bande de Gaza subit les pires bombardements depuis le 7 octobre aa.com.tr 04.12.2023

Le sud de la Bande de Gaza est actuellement confronté au *"pire bombardement"* depuis le début de l'assaut israélien contre l'enclave assiégée, le 7 octobre dernier, a déclaré, dimanche, un porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

"On assiste actuellement dans le sud de la Bande de Gaza aux pires bombardements depuis le début de cette guerre. Je constate que ce sont les enfants qui sont les plus gravement touchés", a déclaré James Elder sur X.

Et d'ajouter : *"Un ultime cri d'alarme est lancé pour sauver les enfants, ainsi que notre conscience collective"*.

Dans un autre message vidéo, Elder a déclaré qu'il avait le sentiment d'être *"à court de moyens"* pour décrire les horreurs auxquelles les enfants de la Bande de Gaza sont confrontés.

"J'ai le sentiment que je ne réussis presque plus à décrire le massacre interminable d'enfants dans cette région", a-t-il déclaré.

L'armée israélienne a repris ses bombardements sur la Bande de Gaza, tôt vendredi, après avoir déclaré la fin d'une pause humanitaire d'une semaine.

Selon le ministère de la Santé de Gaza, les frappes aériennes israéliennes ont fait au moins 509 morts et 1 316 blessés parmi les Palestiniens depuis vendredi. aa.com.tr 04.12.2023

Gaza : Tsahal revendique avoir mené 10 000 frappes depuis le début de la guerre. AFP/RT 3 déc. 2023

«Durant les heures passées, seuls 316 morts et 664 blessés ont pu être sortis des décombres et amenés dans des hôpitaux, mais beaucoup d'autres sont encore dessous», a déclaré le porte-parole du ministère.

Compromissions fatales Par Patrick Lawrence (Consortium News 28 novembre 2023) - Mondialisation.ca, 29 novembre 2023

Il ne suffit plus de relier les journalistes au point de vue de l'armée dont ils rendent compte. Il semble que nous soyons en passe de faire des guerres - des guerres énormes, sanglantes et lourdes de conséquences - sans aucun témoin.

Extrait.

La pratique de l'“*embedding*” [le journalisme embarqué], qui consiste à demander à des correspondants de faire des reportages dans des zones de guerre et de conflit en tant que membres d'une unité militaire donnée, m'a paru être un compromis répugnant avec le pouvoir, dès que les médias américains ont commencé à accepter cette pratique inacceptable. Il s'agit d'un effort non dissimulé pour contrôler ce que les correspondants voient et entendent, et donc ce qu'ils écrivent ou diffusent, et donc ce que penseront leurs lecteurs, auditeurs et téléspectateurs.

Il s'agit en somme d'une ruse. Les militaires du pouvoir en place ou au pouvoir font semblant de respecter la liberté légitime d'une presse indépendante, tandis que les correspondants et les rédacteurs en chef font semblant de fonctionner comme des correspondants courageux et des rédacteurs en chef soucieux de leurs principes.

Il n'y a ni respect, ni bravoure, ni principes là-dedans. L'intégration est une mascarade, une offense de la part de tous ceux qui y participent.

C'est un acte de dépouillement qui donne à ceux qui lisent ou regardent le travail des correspondants intégrés et l'illusion d'être informés alors qu'ils sont, la plupart du temps, maintenus dans l'ignorance de la guerre ou du conflit qu'ils sont pourtant désireux de comprendre.

Comme à bien d'autres égards, la barbarie israélienne en temps réel à Gaza a aggravé la relation entre les médias – les médias occidentaux, je veux dire – et les puissances dont ils sont censés rendre compte. Quant au public, il – nous – se retrouve dans une confusion totale, jusqu'à en perdre l'usage de notre langue.

La conséquence n'est pas le silence. C'est une cacophonie insensée dans un no man's land étrange où rien ne peut être dit sans risque de représailles, de condamnation ou de bannissement. Le discours civil est plus ou moins exclu.

Il semble que nous ayons franchi une étape décisive dans le processus d'intégration. Il ne suffit plus de rattacher les correspondants à la perspective de l'armée dont ils rendent compte. Il semble que nous soyons sur le point de faire des guerres – des guerres énormes, sanglantes et lourdes de conséquences – sans témoins.

https://www.mondialisation.ca/compromissions-fatales/5683765?doing_wp_cron=1701678851.8131330013275146484375

La fabrication du récit par les agents de Davos pour influencer la population et la faire adhérer à leurs objectifs de guerre.

Avertissement. Il se peut que je mette en ligne des vidéos de cette officine, c'est la raison pour laquelle j'ai préféré prévenir avant les lecteurs sur sa véritable nature. A moins que vous n'ayez du temps à perdre, ne vous y aventurez pas, le terrain est miné.

The New Humanitarian prétend fournir "*un journalisme de qualité et indépendant au service des millions de personnes touchées par les crises humanitaires dans le monde*", ce que vous lirez ci-dessous vous serez convaincus du contraire.

The New Humanitarian, qu'est-ce que c'est ?

Extrait de leur blog : <https://www.thenewhumanitarian.org>

Heba Aly, PDG

Journaliste multimédia de formation

Elle est membre du Global Future Council on the Humanitarian Council on the Humanitarian Council du Forum économique mondial et, en 2018, a été nommée l'une des 100 jeunes leaders mondiaux de moins de 40 ans.

Josephine Schmidt, rédactrice en chef

Responsable éditoriale de la division The New York Times News Service and Syndication

Paisley Dodds, éditeur d'investigation

L'essentiel de sa carrière de journaliste depuis 25 ans a été avec l'Associated Press.

Obi Anyadike, éditeur principal pour l'Afrique

Obi a commencé sa carrière en tant que journaliste en écrivain pour The Economist (Rothschild).

Sarah Noble, directrice des relations extérieures

Sarah a été reconnue par le Forum économique mondial pour sa contribution en tant que Global Shaper (2011-2015)

Mme Paula Escobar-Chavarra, membre
Professeur, Universidad Diego Portales

Elle a été nommée Jeune leader mondial en 2006 par le Forum économique mondial, et une Fellow de Yale World en 2012.

Tirana Hassan, membre
Directeur exécutif, Human Rights Watch

Mme Erhaim, membre
Consultant en communication et formateur

Elle a couvert certaines parties de la révolution syrienne pour la BBC et a également publié dans The Economist (Rothschild), le Guardian et le journal allemand Die zeit.

Dis-moi qui te finance, je te dirai qui tu es.

Current partners include : (Les souteneurs et généreux donateurs)

- Foreign, Commonwealth and Development Office
- Ministère danois des affaires étrangères
- Ministère norvégien des affaires étrangères
- L'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida)
- Service public fédéral belge des affaires étrangères (FPS)
- Le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce (DFAT)
- Le Département fédéral des affaires étrangères (DFFA) Suisse
- Fondation IKEA
- La Fondation David et Lucile Packard (Hewlett-Packard Company)
- Open Society Foundations (OSF) (Soros)
- La Fondation Bill et Melinda

J-C - N'en jetez plus la poubelle est pleine ! Capito.

Comme quoi leur désinformation, matraquage, censure peuvent être déjoué, bonne nouvelle.

Briefing hebdomadaire : La moitié des Américains de moins de 35 ans considèrent que l'attaque du Hamas est "justifiée par les griefs des Palestiniens". Par Philip Weiss - mondoweiss.net 3 décembre 2023

Les démocrates sont terrifiés parce qu'ils perdent leur emprise sur les jeunes. Selon un nouveau sondage, la moitié des Américains de moins de 35 ans considèrent que l'attaque du Hamas du 7 octobre est justifiée par les griefs des Palestiniens. Les jeunes Américains prennent conscience de l'énormité du génocide.

"*Ne cessez pas de parler de la Palestine*", dit un panneau d'affichage sur le Jersey Turnpike. Et les Américains sont de plus en plus nombreux à suivre ce conseil.

Néanmoins, Israël peut compter sur le soutien des Américains. L'establishment démocrate s'alignera pour l'ignorer. Des personnes intelligentes comme Amy Walter diront qu'il a toujours été de bonne "géopolitique" de soutenir Israël, alors que cela n'a jamais été dans l'intérêt des États-Unis, malgré toute la propagande. Non, les États-Unis se sont aliénés le monde et tous les Américains de conscience en maintenant un soutien aveugle à Israël - dans l'intérêt du lobby israélien, dans l'intérêt de la communauté juive officielle. La quasi-totalité de la Chambre des représentants a approuvé un projet de loi assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme.

C'est pourquoi les démocrates sont terrifiés. Ils perdent leur emprise sur les jeunes. Regardez ce sondage publié par le *Wall Street Journal*.

Il n'y a pas que les Palestiniens solidaires qui comprennent l'impulsion de l'attaque du Hamas. La moitié de la jeunesse américaine le comprend.

« *Environ la moitié [51 %] des Américains âgés de 18 à 24 ans pensent que l'attaque du Hamas en octobre était justifiée par les griefs des Palestiniens* », selon un sondage Harvard Harris. « *Seulement 9 % des personnes âgées de 65 ans et plus sont du même avis.* ».

Chez les 25-34 ans, les chiffres sont pratiquement les mêmes : 48% disent que l'attaque était justifiée, 52% qu'elle était injustifiée.

Oui, c'est choquant, alors répétons-le. Sur l'ensemble des Américains de moins de 35 ans, près de la moitié considèrent que l'attaque du Hamas contre des civils est justifiée par les griefs des Palestiniens.

Les jeunes Américains se rendent compte de l'énormité de l'apartheid. Ils lisent Mohammed El-Kurd. Ils voient les incroyables reportages de Tareq Hajjaj depuis Gaza.

Ils ne peuvent pas ignorer le génocide. Ils n'arrêtent pas de parler de la Palestine.

J-C – Comme quoi la jeunesse demeure révolutionnaire, quant aux vieux, ils sont hantés par la mort, alors dès qu'ils entendent parler de guerre, ils tremblent, il suffit qu'on leur désigne un coupable pour qu'ils se vengent dessus comme s'il était responsable du peu de temps qu'il leur reste à vivre. Parole d'un vieux... révolutionnaire !

A lire.

La lutte pour le pouvoir fait rage en Ukraine : l'épouse du chef des services de renseignement (GUR) Budanov et d'autres fonctionnaires ont été empoisonnés. Ancien chef des services d'espionnage - Par Ahmed Adel - Mondialisation.ca, 02 décembre 2023

L'épouse de Kyrylo Budanov, chef de la Direction principale des renseignements (GUR) du ministère de la défense ukrainien, Marianna Budanova, a été empoisonnée avec plusieurs

autres employés de la GUR, a déclaré Andriy Yusov, porte-parole de la Direction des renseignements militaires (GUR) de l'Ukraine. Son empoisonnement est probablement le dernier événement en date dans la lutte pour le pouvoir qui s'intensifie au sein du régime de Kiev.

https://www.mondialisation.ca/la-lutte-pour-le-pouvoir-fait-rage-en-ukraine-lepouse-du-chef-des-services-de-renseignement-gur-budanov-et-dautres-fonctionnaires-ont-ete-empoisonnes-ancien-chef-des-services-despionnage/5683886?doing_wp_cron=1701674795.1950950622558593750000

La controverse sur les manipulations du climat Par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 03 décembre 2023

https://www.mondialisation.ca/la-controverse-sur-les-manipulations-du-climat/5683828?doing_wp_cron=1701674151.1608340740203857421875

Inde.

J-C – Depuis que Modi a manifesté de meilleures dispositions envers les Américains, les médias ont changé de ton avec lui.

Inde: raz-de-marée électoral pour les nationalistes hindous lors d'élections-test - rfi.fr 03/12/2023

En Inde, Narendra Modi fait un grand pas vers sa réélection comme Premier ministre en mai 2024. Les élections législatives de quatre États, totalisant 200 millions d'électeurs, tournent largement en faveur de son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP), dimanche 3 décembre. Une vague nationaliste hindoue lors de scrutins présentés comme une demi-finale, que les sondages n'avaient pas vu venir.

Dans le Rajasthan, 80 millions d'habitants, le parti du Congrès, la principale force d'opposition, est renversé par les nationalistes hindous. Le BJP renforce son emprise sur l'État du Madhya Pradesh, 80 millions d'habitants également. Le parti de Narendra Modi remporte même l'État du Chhattisgarh, au centre de l'Inde, où très peu de sondages lui donnaient une chance.

Ce scrutin était le dernier avant que l'Inde choisisse un Premier ministre, en mai 2024. Les résultats étaient donc présentés comme la demi-finale des grandes élections à venir, et le verdict est sans appel. Pour l'opposition, la défaite est cuisante et très peu de commentaires filtrent pour l'instant. Seul lot de consolation : le parti du Congrès gagne l'État du Telangana, 40 millions d'habitants, au sud du pays. Il était dirigé par un parti local. rfi.fr 03/12/2023

J-C – Ici aussi les électeurs avaient le choix entre la lèpre et le choléra.

Totalitarisme. Qu'est-ce que les libertariens ou le capitalisme libertaire nous préparent, ils pourraient prendre le relais de Macron.

J-C - Cette idéologie est d'extrême droite, elle est prônée par un clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui est encore plus dangereux que l'extrême droite officielle. Elle surfe sur la crise du capitalisme et ses conséquences que les courants de la droite et de la gauche traditionnels ont été incapables d'endiguer, et qui n'ont cessé de prendre de l'ampleur au point de menacer les fondements du capitalisme...

Ses idéologues et représentants préconisent "un changement de paradigme, avec un désengagement de l'État au profit du marché libre", autrement dit, ils réclament l'instauration d'un régime ploutocratique totalitaire, dans lequel la lutte des classes serait déclarée hors la loi à défaut de pouvoir l'abolir, comme ultime recours pour tenter de sauver le capitalisme condamné à disparaître, du fait du refus des peuples d'être réduits en esclavage comme nous le rappelle le combat héroïque du peuple palestinien.

Cet article montre clairement leurs objectifs, mais habituellement ils avancent masqués. Ils comptent de nombreux think tank et de nombreuses officines agissant au sein des réseaux sociaux, dont par exemple *Le courrier des stratèges*. De nombreux personnages issus de la droite ou de l'extrême droite, qui se sont retrouvés rapidement marginalisés ont créé leur propre parti politique ou blog, mais dans l'impossibilité de proposer une autre politique ou un autre projet de société à leurs sympathisants, pour tenter de briser leur isolement et donner de la substance à leurs discours, ils ont décidé de se rallier à cette idéologie sans l'avouer ouvertement, cela va de soi. D'autres acteurs politiques de droite ou des médias dits alternatifs qui se retrouvent dans la même situation, collaborent désormais avec eux, dont monsieur Meysan du *Réseau Voltaire* auquel *Le courrier des stratèges* a accordé une tribune bimensuelle, par exemple. *France Soir* et *Sud-Radio* et bien d'autres font partie de leurs sympathisants ou s'en sont rapprochés, je n'ai pas eu le temps d'y consacrer plus de temps pour en dire davantage.

De manière générale, toutes les personnalités, tous les acteurs politiques ou sociaux qui s'en prennent à l'État en lui reprochant ses largesses sociales, sont susceptibles de passer sous l'influence de l'idéologie libertarienne, si ce n'est pas déjà le cas.

Le libertarisme est une idéologie libertaire d'extrême droite, qui consiste à confisquer toutes les libertés au profit de l'oligarchie financière, et à supprimer toute forme d'expressions démocratiques dont l'État fait partie.

C'est aussi ce qui distingue les marxismes ou socialistes des anarchistes, qui n'ont jamais compris ou voulu admettre, qu'au cours des millénaires passés jusqu'à nos jours, le développement des forces productives et l'émergence des classes et de l'État faisaient partie du même processus historique, ou l'un était la cause du second ou ses conséquences nécessaires, dans le sens où ce processus matérialiste était régi par les lois générales de la dialectique, que les marxistes ou le socialisme ont adopté pour interpréter le monde et pour développer leur théorie révolutionnaire afin de le transformer conformément aux besoins sociaux et aux aspirations de tous les peuples.

Tensions sociales en France : l'étatisme à l'origine du chaos - contrepoin.org 3 décembre 2023

Confrontée à des tensions sociales grandissantes, la France persiste dans une approche étatiste qui aggrave les problèmes. Un virage vers le marché libre pourrait être la clé pour restaurer la stabilité et la prospérité.

Alors que la France est aujourd'hui confrontée à des tensions sociales et ethniques d'une ampleur inédite dans son histoire contemporaine, la principale réponse politique consiste à réclamer un renforcement du rôle de l'État. Cet automatisme étatiste est pourtant ce qui a conduit le pays dans son impasse actuelle.

Depuis la fin des années 1960, l'État a construit un arsenal sans précédent de politiques sociales censées corriger les inégalités et prévenir les conflits supposément inhérents à la société française. Las, non seulement ces politiques n'ont pas empêché la montée des tensions, mais elles les ont largement alimentées.

Tout d'abord, l'augmentation significative du salaire minimum en France, initiée en juin 1968 et poursuivie au cours des quatorze années suivantes, a eu des répercussions notables sur l'accès des jeunes issus de l'immigration au marché du travail légal. Dès les années 1970, le niveau élevé du SMIC a rendu coûteuse leur embauche pour les employeurs, poussant ainsi ces jeunes vers l'économie souterraine et ses divers trafics.

Après un certain âge, les jeunes des quartiers qui parvenaient finalement à accéder à l'emploi bénéficiaient de contrats subventionnés, financés par des milliards alloués aux réductions de charges sociales. Cette stratégie visait à atténuer le risque d'un chômage de masse, conséquence directe du niveau élevé du salaire minimum.

Parallèlement, les politiques de logement de masse en faveur des immigrés, amorcées elles aussi au cours des années 1960, ont créé une incitation puissante à la venue et au maintien sur le territoire français de nouveaux immigrés, surtout d'Afrique du Nord. L'État s'est trouvé pris au piège de ces politiques dès les années 1970, étant donné l'impossibilité de procéder à des expulsions massives face à des grèves de loyers généralisées dans les logements sociaux.

Pire, l'État a, involontairement, encouragé les activités illicites et la violence en dirigeant des financements vers les quartiers sensibles. Ces fonds, alloués à travers diverses allocations et programmes sociaux, tels que des salles de sport, des maisons de jeunes et des programmes d'éducation prioritaire, ont représenté des milliards de francs, puis d'euros. Autrement dit, plus un quartier générait de désordres et de violences, plus il recevait de subsides de la part de l'État.

Difficile dans ces conditions de s'étonner que la délinquance et les comportements violents soient enracinés au sein de communautés vivant depuis des décennies, non pas de l'échange marchand librement consenti, mais de trafics illicites et de l'extorsion des subventions étatiques.

Certes, diront certains, l'État a largement échoué dans ses politiques sociales.

Mais maintenant qu'il est question d'insécurité croissante, ne revient-il pas à ce même État d'intervenir énergiquement ? Là encore, le bilan des dernières décennies devrait inciter à la prudence. Même dans le domaine de la sécurité, l'État a failli à assurer un degré élevé de protection des personnes et des biens, et a parfois même aggravé la situation.

Ainsi l'État s'est-il lancé dans les années 1970 dans une politique migratoire visant à restreindre les mouvements de personnes, que rendaient pourtant inéluctables les révolutions dans les transports et les communications à l'échelle mondiale, sans parler des incitations créées par les politiques sociales elles-mêmes. Cette politique migratoire restrictive a surtout eu pour effet de grossir les rangs des migrants clandestins.

Ces derniers, ayant souvent dépensé toutes leurs économies pour payer les réseaux criminels facilitant leur passage irrégulier, se retrouvaient endettés et parfois contraints à la criminalité par ces mêmes réseaux. Face à cette situation, l'État a opté pour des régularisations périodiques des clandestins, tentant ainsi de les intégrer, de les éloigner de la marginalité et de la criminalité, mais consolidant paradoxalement un circuit d'immigration irrégulière.

En opposition à la criminalité ainsi alimentée par les politiques publiques, n'oublions pas que la majorité des services de sécurité est assumée par des acteurs privés, via les installations anti-intrusion, les sociétés de surveillance, ou les instruments de défense personnelle. Autant de preuves que le marché libre est souvent plus efficace que l'État pour répondre à ce type de besoins.

Ces observations conduisent à un constat clair : les politiques étatiques des dernières décennies ont échoué à atténuer les tensions sociales et ethniques ainsi que l'insécurité. Loin de réduire les inégalités, ces politiques n'ont fait que renforcer la spirale de la violence dans les quartiers en confortant indirectement les comportements délinquants.

Il est urgent de tirer les leçons de l'échec manifeste des politiques actuelles et de rompre avec l'illusion étatiste. Cela implique, à terme, de renoncer à des politiques migratoires inefficaces et contreproductives. Mais plus immédiatement cela nécessite de mettre fin à l'excès de réglementations, d'allocations et de programmes sociaux qui, sous couvert de justice sociale, ont mené à l'exclusion et à la mauvaise utilisation des fonds publics.

Seul un changement de paradigme, avec un désengagement de l'État au profit du marché libre, permettra de restaurer les incitations positives à la responsabilité individuelle et de renforcer le lien social. C'est de cette manière que la France retrouvera cohésion, stabilité et prospérité. contrepoints.org 3 décembre 2023

Lu dans leur profession de foi de ce média :

- Ce site est ouvertement -- et parfois fermement -- opposé à toute forme de totalitarisme et de collectivisme. Il est par conséquent absolument antinationaliste, anticonservateur, antisocialiste, anticomunisme, antitotalitaire, antifasciste, antidirigiste, antigauilliste et bien d'autres choses encore.

<http://liberaux.org/>

J-C - En réalisant un amalgame à peine déguisé entre le totalitarisme et le collectivisme, vous aurez deviné qu'il se réclame de l'inverse du collectivisme ou communisme, leur pire ennemi.